

ARRÊTEZ LES RESTRUCTURATIONS !

RESPECTEZ LES ÉLECTIONS !

CRÉEZ DES EMPLOIS !

L'informatique est au centre de l'effort consenti par la DGFIP dans le cadre du PAS.

L'Etat veut partout développer la numérisation dont la DGFIP est une des chevilles ouvrière.

Pourtant, dans les établissements, la situation est tout autre. Malgré les affirmations écrites de la direction, les premiers établissements ont connu leurs premières restructurations.

Extrait des promesses écrites de la DG lors de la création des ESI en février 2011, p41 :

👉 **Question : Tous les ESI (DI/CSI) sont-ils maintenus ?**

👉 **Réponse : « Oui il s'agit d'un engagement du directeur général. Pour les villes où il existe deux établissements, un rapprochement immobiliser pourrait être envisagé. Mais même dans ce cas, les deux ESI seront conservés ».**

👉 **Question : Les missions et l'organisation techniques vont-elles évoluer ?**

👉 **Réponse : « ce point est traité dans le cadre du plan stratégique informatique. Les missions de certains ESI évolueront, mais les évolutions ne remettront pas en cause l'existence des établissements ».**

La CGT exige que l'Administration tienne parole sur ses propres engagements !

La période actuelle est un simulacre de dialogue social qu'il faut dénoncer et combattre car les agents ne peuvent plus se fier aux dires de leur hiérarchie.

Non seulement les ESI situés sur un seul site ont été fusionnés, mais on assiste aux premières fermetures. C'est un paradoxe, car les besoins d'informaticiens n'ont jamais paru aussi importants. Rien que pour le PAS, on ne sait pas combien de centaines d'agents travaillent sur cette mission.

Emblématique, le site de Montreuil Fédération (partie de l'ESI de Montreuil) va fermer ses portes pour Paris Champagne. Il abritait autrefois plus de 100 agents. Il en reste 18 aujourd'hui avant la disparition de cette structure. Seule une minorité des agents va être reclassée dans des services informatiques.

Aujourd'hui, un nouveau pas a été franchi par la DG. Les premières absorptions de DISI auront lieu au mois de septembre. Les DISI Paris-Champagne, Paris-Normandie, Pays du Centre et RAEB disparaissent au profit de 2 nouvelles directions, dont les sièges seront à Versailles et Lyon. Il s'agit bien d'absorptions dont les agents auront à pâtir dans leur travail. Les périmètres de toutes les DISI seront élargis jusqu'à rendre le dialogue social impossible.

Pourtant, interrogée dans les groupes de travail, la DG ne dément pas formellement la volonté de ne créer qu'une seule DISI !

Déjà, le résultat des élections du 6 décembre ne sera pas respecté, car les élus des directions absorbées ne siégeront que comme experts sans voix délibérative durant la période transitoire de septembre à décembre 2019. Les élus qui n'appartiennent pas à une direction absorbée ne seront plus représentatifs car le nombre de sièges par OS n'est pas le même d'une DISI à l'autre.

Pourtant, des CAP de listes d'aptitude et au moins un CTL devraient se tenir pendant cette période transitoire.



La CGT exige le respect du vote démocratique issu des élections !

Il y a encore plus grave, certains ESI seront rattachés à des directions où il n'y aura pas de nouvelles élections.

Ainsi par exemple, les agents de Limoges ont voté en pure perte en décembre, car ils seront rattachés à la DISI Sud Ouest qui ne revotera pas. Dès les restructurations effectuées, les votes et les voix des agents de Limoges ne compteront plus. Nos collègues seront alors tributaires de représentants qu'ils n'ont pas élus et pour lesquels ils ne se sont pas exprimés !

A quoi a servi de voter le 6 décembre ?

La DG réussit le tour de force de vider les élections de leur sens et contenu démocratique.

La CGT constate enfin que ces restructurations n'en sont qu'à leur début. Les nouvelles missions sont tenues secrètes et l'omerta règne. L'appel aux prestataires privés devient «monnaie courante». Sur certains sites, les collègues informaticiens titulaires comme pour Fidji stocks ou encore dans le cadre du PAS peuvent être séparés des salariés du

privé. A Nevers, dans le cadre du PAS, les prestataires privés comme les collègues titulaires assurent des astreintes à leur domicile ou interviennent à l'ESI pendant les week ends sur des journées entières.

Un nouveau langage naît au sein de l'administration : la taille critique des établissements serait de 50 agents.

Comprendre : tous les établissements de moins de 50 agents sont donc menacés (dans toutes les DISI).

Il faut que cela cesse !

Commençons par garder actifs les ateliers d'édition et ceux de scannage et acquisition des données.

La CGT réclame le respect de la démocratie concernant les élections du 6 décembre. Là où le vote des agents ne sera plus pris en compte dès cette année, il faut revoter !

Elle revendique l'arrêt des restructurations et des fermetures de sites.

La CGT revendique l'embauche d'informaticiens titulaires au niveau des missions qu'elle doit remplir !

LE 28 MARS



**FAISONS DÉJÀ
ENTENDRE NOTRE
VOIX !
TOUS EN GRÈVE !**

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 - 📞 : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : [f](https://www.facebook.com/cgt.finpub) : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) [t](https://www.tumblr.com/cgt_finpub) : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)